

ASSEMBLÉE NATIONALE
23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° 1975

présenté par

Mme Leboucher, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 16

Compléter l’alinéa 9 par la phrase suivante :

« Le cas échéant, ils suivent une formation sur les soins définis à l’article L. 1110-10 du code de la santé publique et sur la procédure d’aide à mourir, selon des modalités déterminées par décret en Conseil d’État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des député.es membres du groupe LFI-NUPES vise à compléter les dispositions relatives à l’inscription des professionnels volontaires au registre de la commission de contrôle et d’évaluation. Ainsi est-il proposé d’ajouter une obligation de formation dédiée aux soins palliatifs et d’accompagnement et à l’aide à mourir, sans que celle-ci ne constitue un préalable à l’inscription.

Les professionnels suivent par conséquent une formation spécifique ou font connaître leurs besoins de formation continue de même nature. Cette disposition, ne faisant pas obstacle à la démarche

d'inscription des volontaires, permettra ainsi d'assurer la formation la plus adéquate de chacun des intervenants et permettra également à la commission de contrôle et d'évaluation de disposer de données systématiques tant sur les besoins que sur le niveau de couverture déjà assuré en la matière.